

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale  
28 octobre 2013  
Français  
Original : anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 7<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 17 octobre 2013, à 10 heures

*Président :* M. Taalas ..... (Finlande)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires :* M. Ruiz Massieu

**Sommaire**Point 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes (*suite*)Point 136 de l'ordre du jour : Amélioration de la situation financière  
de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice  
biennal 2014-2015 (*suite*)

*Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité  
de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice  
et du Mécanisme international appelés à exercer les fonctions résiduelles  
des tribunaux pénaux et juges et juges ad litem du Tribunal pénal  
pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda*

*Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que les fonctionnaires  
du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale : membres à temps  
complet de la Commission de la fonction publique internationale et Président  
du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre  
de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des  
documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des  
documents (<http://documents.un.org/>).

13-51637 (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 135 de l'ordre du jour : Planification des programmes (suite) (A/C.5/68/L.3)**

*Projet de résolution A/C.5/68/L.3 : Planification des programmes*

1. **Le Président** invite la Commission à examiner le projet de résolution [A/C.5/68/L.3](#), intitulé « Planification des programmes », qui a été présenté en son nom par le représentant du Nigéria.

2. *Le projet de résolution A/C.5/68/L.3 est adopté.*

3. **M<sup>me</sup> Moreno Guerra** (Cuba) dit que, pour faciliter l'adoption de la résolution, sa délégation n'insistera pas sur les amendements indiqués dans sa déclaration, mais les présentera lors de l'examen du budget pour 2014-2015.

4. **M<sup>me</sup> Power** (Observatrice de l'Union européenne) dit que les membres de l'Union européenne estiment depuis longtemps que des améliorations s'imposent dans le processus de planification des programmes et les travaux du Comité du programme et de la coordination. Le plan-programme devrait indiquer les incidences escomptées des activités de l'Organisation et les résultats concrets attendus et pas seulement le nombre de rapports à établir ou de réunions à tenir, de façon à déterminer ce que ces activités pourraient changer dans la vie des gens, partout dans le monde. Elle se félicite que le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité soit continuellement à la recherche de telles améliorations et espère qu'elles seront dûment prises en compte dans le projet de cadre stratégique pour 2016-2017.

**Point 136 de l'ordre du jour : Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/68/524)**

5. **M. Takasu** (Secrétaire général adjoint à la gestion) dit que, depuis qu'il a présenté le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies ([A/68/524](#)) le 9 octobre 2013, le Bélarus s'est acquitté intégralement de ses contributions au titre du budget ordinaire, ce qui porte à 135 le nombre des États Membres qui l'ont fait. Le Qatar s'est acquitté de ses contributions au titre des tribunaux internationaux, ce qui porte à 97 le nombre des États Membres qui l'ont fait. La Géorgie et le Mexique ayant intégralement

payé leur quote-part pour le financement des opérations de maintien de la paix, le nombre des États Membres qui l'ont fait s'élève à 35, comme celui des États Membres qui se sont acquittés intégralement de leurs contributions à tous les budgets.

6. En ce qui concerne le solde de trésorerie du budget ordinaire, au 16 octobre 2013, le déficit de 38 millions de dollars a été comblé par prélèvement sur le Fonds de roulement. Le Secrétariat continuera de suivre la situation de près.

7. **M. Navoti** (Fidji), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe aurait préféré recevoir plus rapidement les informations à jour transmises par M. Takasu pour permettre aux États Membres de les analyser. Le Groupe note que le montant des quotes-parts non réglées au 1<sup>er</sup> octobre 2013 dépasse de 90 millions de dollars celui des quotes-parts non réglées au 5 octobre 2012. De même, le montant des quotes-parts non réglées destinées à financer les opérations de maintien de la paix a augmenté considérablement en 2013, mais il représente un pourcentage du total moins élevé que l'année précédente. Le Groupe note avec satisfaction, cependant, que le gros des quotes-parts pour le budget du plan-cadre d'équipement a été versé. Il juge encourageant que l'on prévienne que les soldes de trésorerie des opérations de maintien de la paix, des tribunaux internationaux et du plan-cadre d'équipement seront positifs à la fin de l'année, mais inquiétant que les dépenses imputées au budget ordinaire jusqu'à la fin de l'année dépassent le montant des réserves.

8. S'agissant des sommes restant dues aux États Membres fournissant du personnel et du matériel aux opérations de maintien de la paix, le Groupe note que l'on prévoit qu'elles s'élèveront à 423 millions de dollars à la fin de 2013. Tout en saluant les efforts déployés par le Secrétariat pour réduire cette dette, il reste préoccupé par le préjudice que le retard pris dans le remboursement des sommes dues pourrait causer aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, en particulier en ce qui concerne l'entretien du matériel. Il faut veiller à ce que ces pays, en particulier les pays en développement qui éprouvent de graves difficultés à honorer leurs engagements dans le domaine du maintien de la paix, soient remboursés intégralement à titre prioritaire.

9. Le paiement ponctuel, intégral et sans conditions des contributions est une obligation découlant de la Charte des Nations Unies. Tous les États Membres en mesure de s'acquitter de leurs obligations financières doivent le faire promptement. Il est essentiel que tous les États Membres s'en acquittent pour permettre à l'ONU de remplir de manière efficiente et efficace les mandats qui lui sont confiés. Le Groupe dénonce toutes les mesures coercitives unilatérales et contraires au droit international qui empêchent ses membres de le faire.

10. **M<sup>me</sup> Morena Guerra** (Cuba), s'exprimant au nom des États membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), dit que, bien que la CELAC se réjouisse que l'on prévoie des soldes de trésorerie positifs pour les opérations de maintien de la paix, les tribunaux internationaux et le plan-cadre d'équipement d'ici à la fin de l'année et que le nombre d'États Membres s'étant acquittés intégralement de leurs obligations ait augmenté, la Communauté estime que le solde de trésorerie du budget ordinaire d'ici à la fin de l'année reste préoccupant. Ainsi, les arriérés pourraient saper la stabilité financière de l'Organisation. Les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières ponctuellement et sans conditions, en particulier lorsque les sommes dues sont importantes, comme cela a été le cas à plusieurs reprises pour un État Membre en particulier. À cet égard, il faut apprécier à leur juste valeur les efforts déployés par les États Membres pour s'acquitter de leurs obligations financières envers l'Organisation en dépit des problèmes économiques auxquels ils font face.

11. Les progrès réalisés par le Secrétariat dans le paiement des sommes restant dues aux pays fournisseurs de contingents, d'unités de police et de matériel appartenant aux contingents sont louables, mais il faut espérer que celui-ci en fera plus pour rembourser les États intégralement et ponctuellement, ce qui dépend naturellement de la volonté de l'ensemble des États Membres de s'acquitter ponctuellement de l'intégralité de leurs quotes-parts. L'intervenante fait remarquer que plusieurs membres de la CELAC font d'énormes sacrifices pour pouvoir continuer à fournir des contingents et à entretenir leur matériel.

12. La plupart des États Membres se sont acquittés intégralement de leurs contributions au plan-cadre d'équipement. Cependant, la CELAC s'inquiète de ce

que seront la situation financière du plan-cadre au-delà d'avril 2014, ainsi que les dépenses connexes, qui pourraient entraîner un dépassement des prévisions initiales de dépenses. Il incombe au Secrétariat d'exécuter le projet dans les limites du budget et dans les délais convenus.

13. Tout en reconnaissant qu'il est nécessaire de réaliser des gains d'efficacité dans l'Organisation, la CELAC insiste que l'on ne procède à des coupes budgétaires qu'après avoir vérifié qu'elles ne compromettaient pas l'exécution des mandats. Faire plus avec moins ne doit pas être la seule solution aux problèmes financiers de l'ONU. Enfin, la CELAC dénonce toutes les mesures unilatérales coercitives contraires au droit international qui sont susceptibles d'empêcher ses membres de s'acquitter de leurs obligations financières.

14. **M<sup>me</sup> Power** (Observatrice de l'Union européenne), prenant également la parole au nom des pays candidats (ex-République yougoslave de Macédoine, Islande et Monténégro), des pays du processus de stabilisation et d'association (Albanie et Bosnie-Herzégovine) et, en outre, de la Géorgie et de la République de Moldova, dit que les activités de l'Organisation reposent sur le partenariat entre l'ONU et ses États Membres, dont un élément essentiel consiste à fournir des fonds et à les utiliser de façon judicieuse. Il est donc préoccupant que de nombreuses quotes-parts ne soient pas acquittées. Bien que les indicateurs financiers pour 2013 soient positifs dans l'ensemble, principalement parce qu'il n'a pas fallu recourir au Fonds de roulement et au Compte spécial, il n'en demeure pas moins qu'il faut réduire les dépenses tout en assurant l'exécution des mandats. L'intervenante fait remarquer que la situation de trésorerie du budget ordinaire, même si elle est meilleure qu'en 2012, risque de poser des difficultés fin 2013 si les États Membres ne versent pas leurs contributions en temps voulu. Elle les encourage donc à s'acquitter de l'intégralité de leurs contributions statutaires dans les plus brefs délais.

15. Compte tenu de la situation financière, il est inacceptable que le Secrétariat continue de prévoir des dépenses en 2013 comme si l'Assemblée générale avait déjà approuvé un budget ordinaire prenant en compte l'actualisation des coûts. Il faut adopter des mesures à tous les niveaux pour que l'Organisation dépense avec plus de discernement et reste dans les limites des budgets adoptés. Elle doit également continuer à

améliorer ses méthodes de travail et à chercher de nouveaux moyens pour assurer une exécution plus efficace des mandats et une utilisation plus durable des ressources.

16. Enfin, les membres de l'Union européenne – dont les contributions s'élèvent à 35 % du budget ordinaire de l'ONU (c'est-à-dire qu'elles sont largement supérieures à ce qu'elles seraient si on les calculait en fonction de leur revenu national brut), et à environ 37 % des budgets de maintien de la paix – ont demandé que les responsabilités soient partagées plus équitablement, en fonction des moyens de chacun. C'est la condition *sine qua non* pour que le financement du système des Nations Unies soit viable.

17. **M<sup>me</sup> Belshaw-Hauff** (Canada), prenant la parole également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, se réjouit que, en dépit d'un contexte économique international difficile, la situation financière de l'ONU soit plutôt bonne et que le nombre d'États Membres s'étant acquittés de leurs contributions soit en hausse par rapport à 2012. Toutefois, le total des contributions non acquittées est supérieur de 90 millions à ce qu'il était en octobre 2012 et, à moins que les États Membres n'ayant pas encore versé leurs contributions s'en acquittent, il est possible que la situation de trésorerie ne permette pas de couvrir les décaissements jusqu'à la fin de l'année.

18. Il est encourageant de voir que le pourcentage des quotes-parts aux budgets des opérations de maintien de la paix intégralement acquittées est en hausse, mais il importe de plus en plus, compte tenu de la complexité et du nombre croissant des mandats, d'améliorer la planification des missions, leur exécution et l'appui dont elles ont besoin pour exécuter efficacement leurs mandats. À cet égard, il faut espérer que les recommandations figurant dans le rapport du Groupe consultatif de haut niveau sur les taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents seront appliquées dans leur ensemble, contribuant ainsi à renforcer l'efficacité, l'efficacité et l'esprit de responsabilité dans les opérations de maintien de la paix. L'intervenante se félicite également que le Secrétariat s'efforce de régler les arriérés des remboursements aux États Membres qui ont fourni des contingents et du matériel aux opérations de maintien de la paix.

19. Elle se déclare préoccupée par le niveau élevé des contributions dues de longue date et par le montant

estimatif du déficit budgétaire, et rappelle que sur la durée, les arriérés compromettent la situation de trésorerie et ont des conséquences fâcheuses pour l'ensemble de l'Organisation. En conséquence, tous les États Membres doivent s'acquitter de leurs quotes-parts intégralement, ponctuellement et sans conditions. Ceux qui remplissent les conditions requises devraient présenter des plans de paiements pluriannuels pour rembourser leurs arriérés. Étant donné qu'un grand nombre d'États mettent en œuvre des politiques d'austérité à l'échelle nationale, il incombe à l'Organisation de s'assurer que ses ressources sont bien gérées et que ses activités sont menées de manière efficiente et efficace. À cet égard, les mesures prises par le Secrétaire général pour améliorer la discipline et la responsabilité financières et le contrôle financier, y compris l'élaboration et la mise en place d'Umoja et des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), sont particulièrement bienvenues.

20. **M. Raja Zaid Shah** (Malaisie) déclare que le montant élevé des contributions non acquittées peut porter préjudice aux opérations de l'ONU, en particulier parce que la situation de trésorerie actuelle du budget ordinaire ne permet pas de couvrir les décaissements jusqu'à la fin de l'année. Son pays fait face depuis quelques années à une augmentation importante de ses quotes-parts, mais étant donné que les États Membres ont l'obligation statutaire de financer l'Organisation, la Malaisie continuera de s'acquitter intégralement et ponctuellement de ses contributions.

21. Il incombe à tous les États Membres, collectivement, de maintenir la paix et la sécurité internationales; le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies est donc essentiel et il est préoccupant que des États Membres ne payent pas leurs quotes-parts. En tant que pays fournisseur de contingents, la Malaisie prie instamment les États Membres de s'acquitter de leur obligation de financer les opérations de maintien de la paix. Enfin, il insiste sur le fait que la situation financière de l'Organisation dépend dans une large mesure de la capacité et de la volonté des États Membres de s'acquitter des contributions dont ils sont redevables.

22. **M. Lee** (Singapour) dit que, bien qu'il convienne d'applaudir les efforts des États Membres qui versent leurs contributions intégralement, ponctuellement et sans conditions, il faut cependant reconnaître que certains pays, en particulier dans le monde en

développement, éprouvent de véritables difficultés à payer. Toutefois, ils ne représentent qu'une part infime du budget total; ce sont les retards de paiement de quelques gros bailleurs de fonds qui ont des répercussions autrement plus importantes, en particulier sur les opérations de maintien de la paix. Des membres permanents du Conseil de sécurité figurent parmi les pays qui n'avaient pas versé leurs contributions au titre du maintien de la paix au 1<sup>er</sup> octobre 2013. Ces États Membres, qui ont le plus de pouvoir et d'influence, définissent les mandats des missions de maintien de la paix, ont des responsabilités considérables en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales et jouissent de prérogatives telles que le droit de veto, sont malheureusement ceux qui ont les dettes les plus lourdes envers l'Organisation. Il faut que ces gros bailleurs de fonds s'acquittent des sommes dues intégralement, ponctuellement et sans conditions.

23. De même que les États Membres sont censés s'acquitter de leurs obligations financières envers l'Organisation, il faut que le Secrétariat prenne sans tarder les mesures voulues pour réduire les arriérés des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police. Bien que l'Organisation se soit efforcée d'améliorer la gestion des opérations de maintien de la paix et d'augmenter les gains d'efficacité, elle doit en faire plus pour régler le problème des arriérés de paiement en inculquant la discipline et en réexaminant, en peaufinant et, si nécessaire, en remodelant les structures et modes de fonctionnement actuels.

24. **M. Masood Khan** (Pakistan) dit que, compte tenu du fait que l'environnement financier mondial demeure complexe et incertain, les difficultés éprouvées par l'Organisation dans le recouvrement des sommes dues n'ont pas été complètement résolues. Bien que les indicateurs de la situation financière pour 2013 soient généralement bons, le total des quotes-parts non acquittées reste important. La question de l'actualisation des coûts a créé d'autres problèmes, qui se traduisent par une situation de trésorerie très difficile les derniers mois de chaque année. L'intervenant espère que lorsqu'elle examinera le budget de l'exercice biennal, la Commission se penchera sur les incidences négatives d'une actualisation partielle des coûts.

25. Sa délégation se déclare préoccupée par le montant croissant des arriérés de remboursements aux

États Membres fournissant des contingents, des unités de police et du matériel aux opérations de maintien de la paix. La situation a non seulement des incidences négatives sur la situation de trésorerie de l'Organisation mais elle compromet en outre sa capacité d'exécuter ses mandats et fait peser sur ses structures de maintien de la paix des difficultés opérationnelles de plus en plus importantes. S'il est vrai que le versement des contributions aux opérations de maintien de la paix s'effectue parfois avec retard pour des raisons de procédure compréhensibles, les pays dotés de la capacité de paiement ne devraient avoir aucune difficulté à régler leurs arriérés dans des délais raisonnables. Il faut régler le problème structurel du financement du maintien de la paix. La délégation de l'intervenant espère que les États qui ont les moyens de s'acquitter de leurs dettes mais en reportent l'échéance prendront au sérieux les effets négatifs de leurs retards de paiement systématiques. Elle espère également que le Secrétariat continuera à prendre des mesures pour que le paiement ponctuel de l'intégralité des montants dus aux pays fournisseurs de contingents devienne une priorité.

26. Pour finir, l'intervenant réaffirme que les contraintes budgétaires ne peuvent être invoquées comme motif pour bloquer les fonds destinés à l'Organisation, laquelle se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses mandats ou d'être efficace si elle ne dispose pas des fonds nécessaires. Pour donner la preuve de leur sens des responsabilités, les États Membres doivent s'acquitter des obligations que leur impose la Charte.

27. **M<sup>me</sup> Uemura** (Japon) dit que, en application de la Charte des Nations Unies, tous les États Membres ont l'obligation de s'acquitter de leurs quotes-parts intégralement et ponctuellement. Déterminé à remplir ses obligations internationales et à jouer un rôle actif dans le maintien de la prospérité et de la paix internationales, le Japon s'est donc acquitté de ses obligations de paiement envers l'Organisation en dépit de ses difficultés financières.

28. Bien que les indicateurs financiers soient bons dans l'ensemble pour 2013, le Secrétariat doit s'attacher à exécuter avec plus d'efficacité et d'efficacité les mandats que lui confient les organes délibérants. L'Assemblée générale doit étudier les incidences que peut avoir sur le budget actuel toute demande de crédit supplémentaire et examiner attentivement le projet de budget-programme pour

2014-2015 afin de fixer des niveaux de ressources réalistes pour l'exécution des mandats.

29. **M<sup>me</sup> Moreno Guerra** (Cuba) dit que, bien que la situation financière de l'Organisation soit positive dans l'ensemble pour 2013 – un plus grand nombre d'États Membres ayant versé leur quote-part au titre du budget ordinaire en octobre 2013 par rapport à octobre 2012 – le niveau du solde de trésorerie du budget ordinaire est très bas et nécessitera sans aucun doute de plus amples gains d'efficacité d'ici à la fin de l'année. Le déficit auquel l'Organisation devrait faire face à la fin de l'année ne s'estompera que si les États Membres remplissent leurs obligations financières intégralement, ponctuellement et sans conditions. C'est la condition *sine qua non* pour que l'on puisse continuer de rembourser leurs frais aux pays fournisseurs de contingents et les excédents des comptes des missions clôturées aux États Membres.

30. L'intervenante loue les efforts des nombreux États Membres, en particulier des pays en développement, qui ont versé leurs diverses contributions en dépit des difficultés qu'ils traversaient. À cet égard, son pays dénonce toutes les mesures coercitives unilatérales contraires au droit international qui empêchent les pays en développement d'effectuer leurs paiements. En dépit des défis qu'elle doit relever en tant que pays en développement victime de la crise financière, et du brutal embargo économique, commercial et financier que lui imposent les États-Unis, Cuba se déclare toujours résolue à s'acquitter de ses obligations financières. Compte tenu du fait qu'elle ne peut utiliser le dollar américain ou effectuer de paiements directs, elle doit passer par l'intermédiaire d'un pays tiers et ses paiements sont donc soumis à des fluctuations monétaires. Sa délégation continuera d'exiger que soit mis fin à l'embargo économique, commercial et financier unilatéral imposé à Cuba. Le caractère extraterritorial de l'embargo viole les principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. On ne peut plus ignorer la volonté de la communauté internationale, telle qu'elle s'exprime dans les résolutions que l'Assemblée générale a adoptées à une écrasante majorité.

31. **M. Pehlivan** (Turquie) regrette que, malgré l'augmentation du nombre d'États Membres qui se sont intégralement acquittés de leurs obligations financières envers l'Organisation, le montant total des quotes-parts non acquittées au titre du budget ordinaire soit plus

élevé que les années précédentes et continue d'être le fait d'une poignée d'États. Vu que la situation de trésorerie de l'Organisation s'annonce difficile d'ici à la fin de l'année, tous les États Membres doivent s'acquitter de leurs quotes-parts intégralement et ponctuellement.

32. Tout en se félicitant que presque toutes les contributions au titre du plan-cadre d'équipement aient été versées, sa délégation se déclare cependant préoccupée qu'il devienne nécessaire de faire appel à des ressources additionnelles pour couvrir les dépassements de coût du projet. Le Secrétariat doit donc prendre d'autres mesures d'économie. Sa délégation accueille également avec satisfaction les mesures prises par le Secrétariat en vue de réduire la dette à l'égard des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police; cependant, pour qu'elle se réduise davantage, il faudrait que les États Membres s'acquittent intégralement et ponctuellement de leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix. L'intervenant demande à tous les États Membres de s'acquitter des obligations que leur impose la Charte afin de permettre à l'Organisation d'exécuter son mandat avec efficacité.

33. **M. Bamba** (Côte d'Ivoire) dit que la Cinquième Commission, qui est l'organe chargé d'établir le montant des ressources de l'Organisation et de veiller à l'efficacité de leur utilisation, doit faire en sorte que tous les États Membres versent leurs contributions intégralement et ponctuellement afin de permettre à l'ONU de mener sa mission avec succès. En dépit des difficultés qu'a son pays à réunir les ressources nécessaires pour financer la réconciliation nationale, la reprise économique et la sécurité nationale, son gouvernement met un point d'honneur à s'acquitter intégralement et ponctuellement de ses contributions au titre des divers budgets de l'ONU. En sa qualité de Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, son pays loue les efforts du grand nombre de pays d'Afrique, en particulier d'Afrique de l'Ouest, qui ont versé l'intégralité de leurs contributions, souvent au prix d'énormes sacrifices.

34. En sa qualité de pays fournisseur de contingents, la Côte d'Ivoire partage les préoccupations des pays qui attendent d'être remboursés pour les contingents et le matériel qu'ils ont fournis aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, dans certains cas pendant plus d'un an. Cette situation doit être réglée à titre prioritaire afin d'éviter de compromettre

la capacité des États Membres de venir en aide aux pays en détresse. Le Secrétariat doit utiliser les ressources qui lui sont allouées avec efficience afin d'exécuter les mandats qui lui sont confiés dans les domaines du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de l'aide au développement et du respect des droits de l'homme et du droit international.

35. À cet égard, sa délégation accorde une grande importance au cadre de gestion axée sur les résultats et demande que des informations soient fournies sur les programmes en cours, en particulier sur les progrès réalisés dans l'élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité, afin de permettre aux États Membres de mieux apprécier les résultats obtenus et de juger s'il convient d'accroître ou de réduire les ressources demandées pour un projet en particulier.

36. **M. Ayzouki** (République arabe syrienne) dit que la République arabe syrienne, membre fondateur de l'Organisation, est attachée depuis toujours aux principes de la Charte des Nations Unies, y compris au principe relatif au versement intégral, ponctuel et sans conditions des contributions à l'Organisation. Ses paiements sont toujours ponctuels, en dépit des problèmes qu'elle connaît en tant que pays en développement, malgré les sanctions injustes et illégales qui lui sont imposées en violation des principes de ladite Charte et du droit international. Elle s'est donc acquittée, l'année précédente, de ses obligations financières au titre du budget ordinaire, du plan-cadre d'équipement et des tribunaux internationaux, ainsi que d'une grande partie de ses contributions au titre du maintien de la paix. Toutefois, sa délégation est actuellement en pourparlers avec le Secrétariat afin de trouver un moyen de s'acquitter de ses contributions pour l'année en cours, étant donné que son pays n'a pas de compte bancaire aux États-Unis et ne peut effectuer d'opérations financières par suite des sanctions commerciales et financières que certains États lui imposent illégalement et unilatéralement.

37. Ces sanctions, qui violent les principes de la Charte des Nations Unies, ont des incidences non seulement sur l'économie syrienne et la capacité du peuple syrien de satisfaire ses besoins fondamentaux, mais également pour la délégation syrienne de New York, qui ne peut recevoir de transferts financiers afin de régler ses factures quotidiennes et d'honorer ses engagements envers l'Organisation. Rappelant les déclarations de sa délégation lors de sessions

précédentes, il dit que les problèmes avec les banques du pays hôte ont abouti à la clôture du compte bancaire de la délégation à New York en 2011, puis à l'ouverture d'un compte de remplacement dans une banque de Washington, clos à son tour et, finalement, à l'absence totale de compte bancaire aux États-Unis depuis 19 mois.

38. Aucune des banques contactées par les représentants de son pays n'est disposée à ouvrir un compte à l'usage de sa délégation, en dépit des instructions reçues du Département d'État américain, indiquant que ni la Mission permanente de son pays auprès de l'Organisation à New York ni son ambassade à Washington ne tombent sous le coup des sanctions. Malheureusement, la situation a empiré le 16 octobre 2013, lorsque tous les membres de la délégation ont appris que les comptes bancaires personnels qu'ils détenaient à la J.P. Morgan Chase avaient été fermés. L'intervenant doute donc qu'une solution soit trouvée en vertu des dispositions de l'Accord de Siège. Il souhaite rappeler au pays hôte qu'il lui incombe de faire en sorte que les délégations puissent traiter leurs affaires avec l'Organisation et le prie instamment de résoudre rapidement ce problème. Le Secrétariat, quant à lui, est chargé de faire en sorte que les autorités du pays hôte agissent conformément aux dispositions de l'Accord de Siège conclu avec l'ONU. La délégation de l'intervenant a adressé de nombreux mémorandums urgents au Secrétaire général pour qu'il l'aide à ouvrir un compte bancaire à la Federal Credit Union, comme l'ont fait d'autres délégations, mais la Federal Credit Union a rejeté sa demande. Durant la soixante-septième session de l'Assemblée générale, le Secrétariat a promis de ne pas ménager ses efforts pour résoudre le problème, mais aucune solution n'a été trouvée jusqu'à présent. Cependant, son pays s'acquittera de toutes ses obligations envers l'Organisation.

39. Enfin, l'Assemblée générale doit concrétiser les vœux de tous les États Membres lors de l'exécution de ses résolutions, plutôt que promouvoir des politiques qui vont à l'encontre des principes fondateurs de l'Organisation et qui sont menées par un groupe restreint d'États Membres influents.

40. **M. Diallo** (Sénégal), soulignant que le montant de l'esquisse budgétaire pour 2014-2015 a augmenté en dépit de la stagnation de la croissance mondiale et de l'austérité des budgets nationaux, dit que l'Organisation doit faire plus avec moins et veiller à

encaisser les sommes mises en recouvrement. Les États Membres, dont beaucoup se heurtent à des difficultés économiques réelles, exigent que l'Organisation fasse un bon usage de ses ressources. Tout en louant les mesures prises par le Secrétariat pour réduire les coûts, sa délégation demande que d'autres pistes soient explorées; les ressources n'étant pas illimitées, il est nécessaire d'envisager les réformes qui s'imposent afin de combler les déficits qui se profilent à l'horizon. Ainsi, il faut réduire les budgets des missions politiques spéciales, ou du moins les maintenir dans des limites raisonnables, prendre des mesures pour réduire les incidences de la fluctuation des taux de change et contrôler plus étroitement les dépenses, toutes choses que peut faciliter l'application des normes IPSAS et d'Umoja. La réforme organisationnelle pourrait contribuer largement à éliminer les formalités contraignantes et les activités qui font double emploi ou qui se chevauchent.

41. Il faut espérer qu'un plus grand nombre d'États Membres payeront l'intégralité de leurs contributions statutaires. Bien que le nombre de pays s'étant intégralement acquittés de leurs contributions a considérablement augmenté par rapport à l'année précédente, environ 36 % des contributions dues au titre du budget ordinaire restent à régler. Les États Membres veulent voir des résultats mais en contrepartie, ils doivent s'engager à s'acquitter de leurs obligations financières intégralement et ponctuellement. Le paiement tardif par certains États Membres de leurs contributions au titre des divers budgets a créé une situation de trésorerie difficile qui peut mettre en péril la capacité de l'Organisation d'exécuter ses nobles mandats. Finalement, l'intervenant invite le Secrétaire général à répondre comme il se doit aux préoccupations légitimes des pays fournisseurs de contingents concernant les retards pris dans le remboursement des sommes qui leur sont dues, un grand nombre d'entre eux étant des pays en développement qui fournissent des contingents et du matériel aux missions de maintien de la paix et qui comptent sur ces remboursements pour former leurs contingents et renouveler leur équipement.

42. **M. Takasu** (Secrétaire général adjoint à la gestion) dit, pour répondre aux commentaires de représentants d'États Membres, que l'on pourrait alléger les difficultés financières de la fin de l'année en prélevant des ressources sur le Fonds de roulement, mais que cette mesure ne suffira pas. Le

remboursement des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police constitue une priorité majeure pour le Secrétaire général et le Secrétariat n'épargnera aucun effort pour réduire davantage les arriérés d'ici à la fin 2013 et en accélérer le versement. Il convient que le Secrétariat doit faire preuve de discipline financière afin de gagner la confiance des États Membres, dont beaucoup ont fait des efforts considérables pour verser leurs contributions et attendent par conséquent de l'Organisation qu'elle dépense ces ressources de façon judicieuse. Finalement, il reconnaît qu'un petit nombre d'États Membres qui désirent verser leurs contributions n'ont pas pu le faire en raison de problèmes d'ordre logistique. Le Secrétariat s'emploie avec le pays hôte à résoudre ces problèmes, mais il avoue que cela prendra du temps.

#### **Point 134 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (suite)**

*Conditions d'emploi et rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux et juges et juges ad litem du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (A/68/188 et A/68/515; A/66/617, A/66/709 et A/66/726)*

*Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que les fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale : membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/68/187)*

43. **M<sup>me</sup> de Miranda** (Bureau de la gestion des ressources humaines), présentant les rapports du Secrétaire général sur les conditions d'emploi et la rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux et juges et juges *ad litem* du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (A/68/188), et sur les conditions d'emploi et la rémunération des personnes, autres que les fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale : membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et Président du Comité



consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/68/187), dit que le rapport A/68/188 fournit des informations générales sur le barème des traitements des juges et une analyse des autres conditions d'emploi, y compris des indemnités et des prestations. À la suite de l'examen périodique effectué en vue de l'établissement du rapport, le Secrétaire général a proposé qu'aucun changement ne soit apporté au barème actuel des traitements et aux autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux et des juges et juges *ad litem* du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Si l'Assemblée générale approuve les recommandations du Secrétaire général, les coûts standard retenus pour la rémunération dans le projet de budget pour l'exercice 2014-2015 ne dépasseront pas le montant révisé du crédit ouvert pour 2012-2013 et n'impliqueront donc pas d'augmentation des ressources requises. Conformément à la décision de l'Assemblée générale 66/556 B, dans laquelle l'Assemblée a reporté à sa soixante-huitième session l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'examen d'ensemble des régimes des pensions des membres de la Cour internationale de Justice et des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (A/66/617), du rapport correspondant du Comité consultatif (A/66/709) et de la lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président de la Cour internationale de Justice (A/66/726), le Secrétaire général a de nouveau soumis ces documents à l'Assemblée pour examen à sa session en cours.

44. Dans sa résolution 65/268, l'Assemblée générale a décidé d'examiner tous les quatre ans les conditions d'emploi et la rémunération, autre que la rémunération nette annuelle, du Président et du Vice-Président de la CFPI et du Président du Comité consultatif, le prochain examen d'ensemble devant être effectué à sa soixante-huitième session. Dans le rapport A/68/187, le Secrétaire général fournit les informations nécessaires et propose qu'aucun changement ne soit apporté aux conditions d'emploi et à la rémunération de ces hauts fonctionnaires.

45. L'Assemblée générale, dans sa résolution 65/268, a approuvé le rétablissement du rapport convenu entre la rémunération des membres à temps complet de la Commission et du Président du Comité consultatif et

celle des plus hauts fonctionnaires en ce qui concerne la rémunération nette et les prestations dues après le départ à la retraite. Les dépenses supplémentaires occasionnées par le mécanisme d'ajustement de la rémunération annuelle nette des trois intéressés sont considérées comme des ajustements au titre de l'inflation; il en sera rendu compte dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2012-2013, qui sera présenté à l'Assemblée à sa session en cours.

46. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur les conditions d'emploi et la rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat: membres de la Cour internationale de Justice et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux et juges et juges *ad litem* du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (A/68/515), rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 65/258, a décidé de réinstaurer un cycle triennal d'examen des conditions d'emploi et de la rémunération de ces hauts fonctionnaires.

47. Étant donné que le Secrétaire général ne propose aucune modification du barème des traitements et des conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice et du Mécanisme international, ou du barème des traitements et des indemnités des juges et des juges *ad litem* des tribunaux, les coûts standard retenus pour la rémunération dans le projet de budget pour l'exercice 2014-2015 ne dépasseront pas le montant révisé du crédit ouvert pour 2012-2013 et n'impliqueront donc pas d'augmentation des ressources requises. Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la proposition du Secrétaire général.

48. **M. Thomson** (Fidji), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe attache une grande importance aux travaux de la Cour internationale de Justice, du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Il est donc en faveur d'une amélioration des conditions d'emploi proportionnelle aux responsabilités des membres du personnel et des juges, ce que l'Assemblée doit s'efforcer de réaliser de manière impartiale et résolue. Le Groupe adhère aux principes fondamentaux inscrits

dans les statuts de la Cour et des tribunaux, selon lesquels les traitements, les allocations et les indemnités sont fixés par l'Assemblée générale et ne peuvent diminuer pendant la durée des fonctions. Il estime que l'égalité entre les juges est un principe fondamental du système international d'arbitrage des conflits entre États. En conséquence, il examinera les conditions d'emploi des juges du Mécanisme international et les différences entre les droits à pension des juges *ad litem* et des juges permanents du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. L'Assemblée doit résoudre ces questions à titre prioritaire à sa session en cours.

49. En ce qui concerne les conditions d'emploi des membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et du Président du Comité consultatif, le Groupe prend note de la proposition du Secrétaire général qui prévoit qu'aucun changement ne soit apporté à la rémunération et aux autres conditions d'emploi de ces hauts fonctionnaires; toutefois il demande que soient fournies de plus amples informations sur le niveau actuel de l'ajustement au coût de la vie dans les discussions informelles.

*La séance est levée à 11 h 50.*